MOOC UVED

Université Virtuelle Environnement & Développement Durable

ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET INNOVATION

Ce document est la transcription révisée, chapitrée et illustrée d'une vidéo du MOOC UVED « Économie circulaire et innovation ». Ce n'est pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots et l'articulation des idées sont propres aux interventions orales des auteurs.

Enjeux, freins et leviers à la transition vers l'économie circulaire

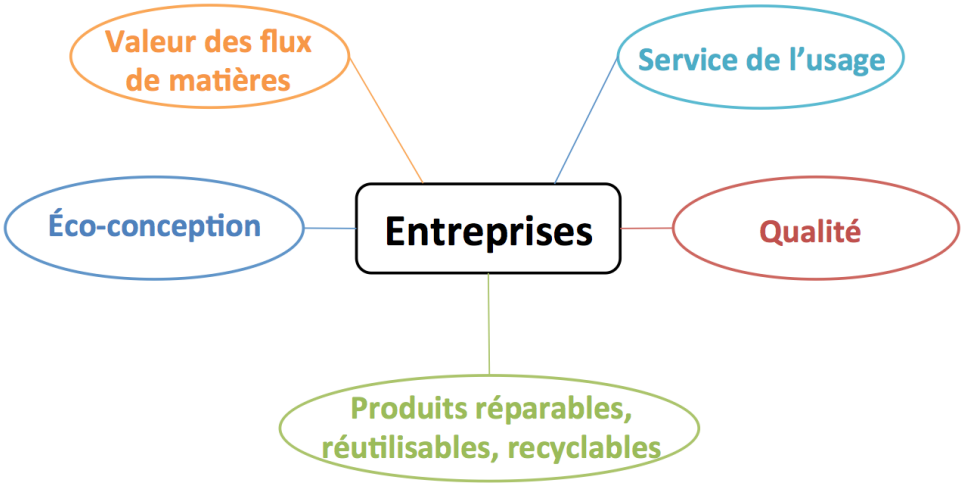
Alain GELDRON
Expert National Matières Premières, ADEME

La transition vers l'économie circulaire représente une formidable opportunité pour préserver le futur de l'Humanité. Mais cette transition vers l'économie circulaire représente aussi un changement profond pour l'ensemble des acteurs de la société. S'il y a des enjeux importants pour ces différents acteurs, il y a aussi des freins, mais il y a aussi des leviers possibles pour faciliter cette transition vers l'économie circulaire. Nous allons voir pour les différents acteurs quels sont ces enjeux, ces freins et ces leviers.

1. L'entreprise

Les entreprises sont le moteur économique. Quand on parle d'économie circulaire on ne peut pas ne pas évoquer d'abord les entreprises. Le premier élément à prendre en compte c'est la valeur des flux de matières dans les entreprises. Souvent, on a tendance à évoquer le coût des déchets dans les entreprises. Ce coût des déchets peut être négatif, lorsqu'il s'agit d'éliminer, mais peut être positif aussi quand il est possible de recycler ces déchets. Cependant, l'entreprise a un coût induit par les flux de matières générés, parce qu'il a fallu acheter ces matières premières, et il a fallu aussi les transformer au sein de l'entreprise. Quand on regarde dans l'entreprise la vraie valeur des flux de matières et la vraie valeur des déchets, on a une

sensibilité particulière pour limiter la consommation des matières premières. C'est vraiment un élément fondamental pour l'entreprise.



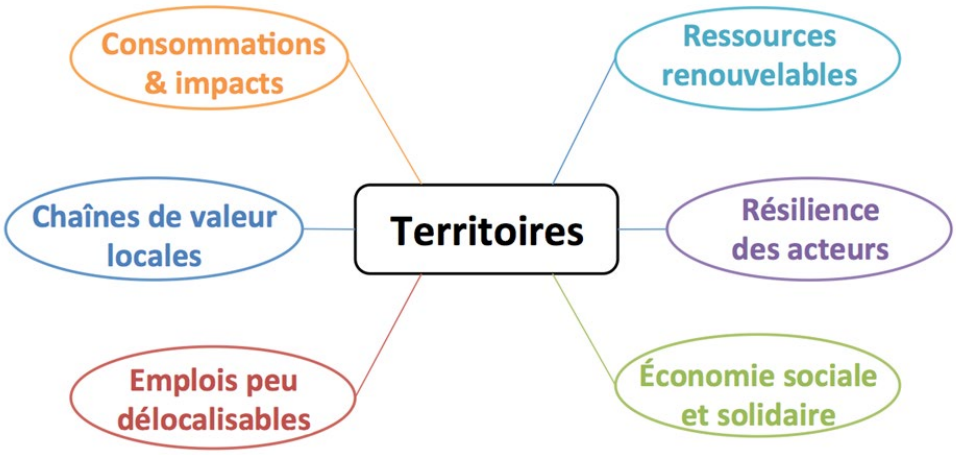
Le deuxième aspect est de développer l'écoconception. L'écoconception, si elle vise à globalement limiter les impacts sur l'environnement, passe forcément par une limitation des matières premières, car moins de matières premières consommées c'est moins d'impacts environnementaux pour l'ensemble de la production. Ensuite, on a la possibilité aussi, mais dans une optique un peu nouvelle, de fabriquer des produits réparables, réutilisables, recyclables. Aujourd'hui on a tendance, pour un certain nombre de produits, à être plutôt dans le jetable, le renouvelable, assez régulièrement.

On a ensuite un autre modèle possible pour l'entreprise : c'est, au lieu de vendre des équipements, d'en vendre l'usage. C'est passer vers une économie de services, vers une économie de services de l'usage. Il s'agit dans ce cas-là de rester propriétaire de l'équipement pour l'entreprise et d'en vendre l'usage, la consommation, à partir d'unités de consommation. Bien entendu dans ces situations-là l'entreprise a intérêt à avoir des équipements réutilisables, des équipements remanufacturables, des équipements recyclables, de façon à rester propriétaire le plus longtemps possible du bien et d'avoir un meilleur équilibre économique. Et puis il s'agit aussi d'avoir un développement de la qualité des produits. Bien entendu quand vous êtes dans le service de l'usage, qu'on appelle aussi l'économie de la fonctionnalité, vous avez forcément tendance à développer la qualité de vos produits. Mais ça peut être aussi le cas pour des biens qui sont vendus, comme c'est le cas aujourd'hui, et pour lequel on pense que dans un futur proche l'ensemble des consommateurs voudront plutôt des produits de qualité, qui durent, plutôt que des produits jetables.

2. Le territoire

Pour les territoires, le premier élément à prendre en compte est la consommation. Les consommations de matières premières et les impacts de ces matières premières sur les territoires. Le territoire a tout intérêt à limiter cette consommation, parce qu'il faut préserver

les espaces naturels au maximum. Il faut aussi faire que la consommation des ressources disponibles sur les territoires puisse durer le plus longtemps possible, éternellement si possible. Puis, bien entendu, on a intérêt quand on est une collectivité locale, à limiter les impacts environnementaux sur ce territoire. Parce que c'est aussi une question de santé publique et de bonheur, de bien-être des individus qui sont sur le territoire.



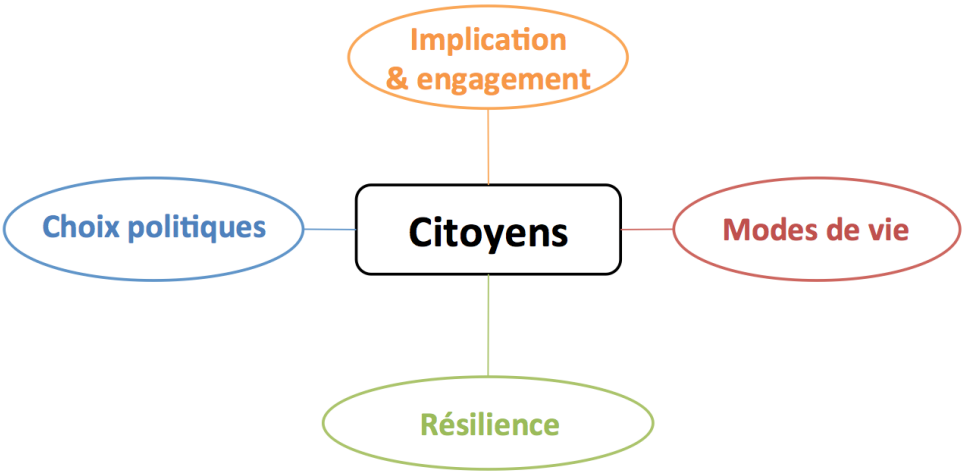
Le deuxième élément est de faire que sur le territoire on puisse développer des ressources renouvelables, des ressources qui puissent se renouveler à un rythme qui corresponde à la consommation que l'on a de ces ressources. C'est un enjeu important, parce que c'est un enjeu de développement économique du territoire. Il ne s'agit pas d'être en autarcie sur le territoire, mais d'être en autonomie plus grande. Au travers de l'utilisation de ces ressources locales, de ces ressources renouvelables, locales, mais aussi des ressources non renouvelables, il s'agit de développer des chaînes de valeur. C'est-à-dire de faire que les ressources qui sont extraites sur le territoire ne soient pas utilisées sur d'autres territoires, mais préférentiellement sur les territoires sur lequel ont été extraites ces ressources.

On a ensuite, au travers de ces modèles sur les ressources, la capacité à développer une résilience des acteurs, c'est-à-dire une capacité des acteurs à réagir à des difficultés temporelles, structurelles. Il est évident que par exemple l'augmentation du cours des matières premières, au niveau mondial, peut être atténuée lorsque l'on a une consommation plus raisonnable de ces ressources, ou quand il s'agit de ressources extraites sur le territoire lui-même. On a, dans ce contexte économique aussi, la possibilité de développer de nouveaux emplois. On l'a vu sur les entreprises, les nouveaux modèles économiques permettent de développer de nouveaux services, de nouvelles actions, qui sont souvent localisés sur le territoire. Et ces emplois, que ce soit pour la réparation, que ce soit pour l'économie de la fonctionnalité, que ce soit pour la réutilisation, sont des emplois qui sont plutôt locaux et qui sont peu délocalisables. C'est un enjeu important aujourd'hui pour l'économie des territoires. Et puis dans un cadre économique à développer, il s'agit aussi d'aller plutôt vers l'économie sociale et solidaire. L'économie sociale et solidaire ce n'est pas seulement l'emploi d'insertion, comme on a tendance à l'assimiler souvent. C'est aussi des modèles de société qui sont des

modèles de société coopératifs, et on a un certain nombre d'acteurs économiques qui sont bien développés dans certaines régions, qui s'appuient sur ce type de modèle.

3. Le citoyen

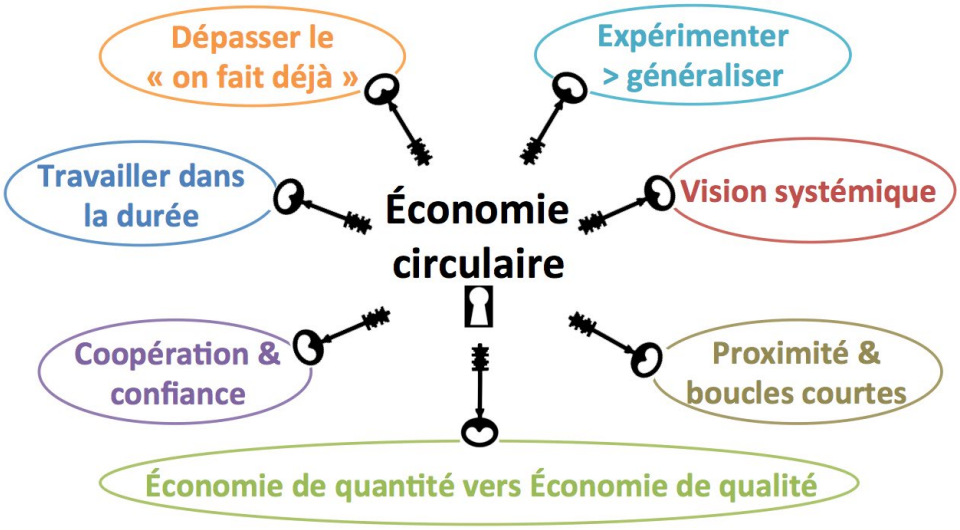
On ne peut pas parler d'entreprise et de territoire sans parler du citoyen. Le citoyen a son rôle à jouer dans l'économie circulaire, de par son implication et son engagement. Son implication dans la prise en compte des impacts environnementaux, dans la prise en compte de la limitation de la consommation des ressources, des matières premières en particulier, et par un engagement à aller vers des modèles économiques qui sont plus résilients, qui sont plus raisonnables, comme l'est par exemple la consommation collaborative, la réparation, ou la limitation de l'achat lorsque c'est nécessaire. C'est aussi une possibilité, au travers de cela, d'orienter des choix politiques. Parce que si les pratiques collaboratives, si les pratiques efficientes en ressources se développent et deviennent générales, bien entendu ceci orientera les choix politiques de nos gouvernements ou de nos élus.



Il s'agit, au travers de cela, de faire évoluer les modes de vie. On ne peut pas aller vers une économie circulaire, qui ira probablement vers consommer moitié moins de ressources au niveau de nos habitants, sans changer nos modes de vie. Là, effectivement, on est sur quelque chose de profondément difficile à mettre en œuvre. On ne peut pas changer de mode de vie du jour au lendemain, mais c'est une orientation que devront avoir les citoyens. Cela conduit, comme pour les entreprises, comme pour des territoires, à avoir de la résilience, c'est-à-dire de pouvoir absorber des chocs économiques ou des chocs sur les matières premières, de manière plus efficace et en ayant moins d'impacts pour sa propre activité.

4. Les clés

L'économie circulaire s'articule autour de plusieurs clés.



Tout d'abord c'est dépasser le « On fait déjà ». Effectivement on fait déjà un peu de recyclage, on fait un peu de réutilisation, mais ce n'est pas suffisant. Il ne s'agit pas d'augmenter notre efficacité, il s'agit véritablement de changer de modèle économique. Donc il faut aller au-delà. On peut pour cela expérimenter, mais il ne suffira pas d'expérimenter. Il faut aller généraliser les bonnes pratiques sur l'ensemble des acteurs, sur l'ensemble des territoires et pour l'ensemble des citoyens. Il s'agit aussi de travailler dans la durée. L'économie circulaire ne pourra pas se mettre en place en deux ans, trois ans, cinq ans, ni même une décennie. L'économie linéaire, que l'on oppose à l'économie circulaire, qui résulte de la révolution industrielle, s'est mise en place sur cent-cinquante à deux-cents ans. On sera sur quelques décennies pour aller vers l'économie circulaire. L'économie circulaire nécessite de sortir de cocon, de ne plus avoir une vision que l'on dit « en silo », mais d'avoir une approche systémique, c'est-à-dire d'être sur les différentes dimensions de l'économie en même temps. Et puis pour faire cela, pour faire une vision systémique, il faut aussi avoir de la coopération et de la confiance entre les acteurs. Ce n'est pas chacun dans son coin, travailler en coopération nécessite de la confiance. Enfin, il s'agit aussi de travailler sur des proximités, travailler avec des acteurs de proximité sur des boucles courtes, sur des boucles de proximité, pour favoriser les meilleures pratiques locales. Pour terminer, il s'agit de passer d'une économie de la quantité à une économie de la qualité, de passer du jetable au durable.